

Le pétrole et la crise économique

L'unanimité est totale sur l'appréciation de la situation économique mondiale du moment: elle est des plus critiques. Il est certain que son amélioration serait plus aisée, si le même accord se dégageait sur les causes. Malheureusement ce qu'on constate, c'est la détermination de ceux à qui le système actuel a jusqu'ici profité de camoufler les causes réelles, utilisant le prix du pétrole comme bouc émissaire.

Il est certain que la correction en 1973, puis la

révision périodique du prix du pétrole ont une influence sur la situation économique mondiale dans son ensemble, mais il est absolument faux et mensonger de considérer le prix du pétrole comme la cause principale de cette situation.

C'est pourtant ce que, depuis 1973, les pays occidentaux tentent par tous les moyens de faire accroire à l'opinion internationale, utilisant pour ce faire tous les moyens en leur possession dont la menace et le chantage d'intervention militaire. Ce faisant,

ils ne font que confirmer le point de vue de celui qui a dit à juste titre, que le stade suprême du capitalisme est l'impérialisme.

Tout ceci ne serait encore rien s'il ne se trouvait pas de plus en plus dans les pays pauvres, des hommes pour se laisser prendre bêtement au piège des pays occidentaux. Au fond, il n'y a rien d'étonnant en cela, la plupart d'entre eux étant installés à la tête de leurs pays et soutenus par l'Occident, tout comme la corde soutient le pendu. Ils ne représentent en somme que leurs intérêts personnels et ceux de leurs maîtres occidentaux.

Pourtant les objectifs des manoeuvres occidentales sautent aux yeux: opposer pays producteurs de pétrole et les autres pays pauvres, donc les diviser pour mieux les affaiblir et les exploiter. Ceux qui ont suivi les travaux de la dernière CNUCED à Manille ne peuvent émettre aucun doute sur ce point. Les Occidentaux cherchent également à torpiller toutes les négociations en cours sur ce qu'on appelle le Nouvel Ordre Economique International et, finalement, à maintenir tel quel leur système d'exploitation de plus en plus ouvertement mis en cause.

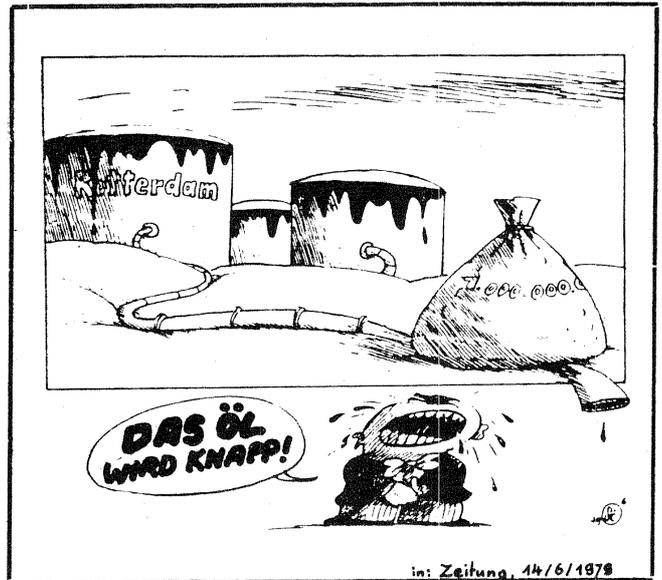
Nous en arrivons aux causes réelles de la crise actuelle. Notre conviction est faite qu'elle ne constitue qu'une phase du développement du système économique qui domine actuellement toutes les économies de la planète, c'est-à-dire le système capitaliste ou d'économie libérale. La domination de celui-ci n'épargne même plus les économies des pays socialistes, en dépit de leurs mesures protectionnistes.

La crise est au coeur de ce système. En effet, ce serait un véritable miracle si ce qu'on appelle l'équilibre parfait qui constitue l'idéal de ce système, pouvait être généré par la confrontation anarchique des contraintes tels que les offres et les demandes de biens et services, des capitaux, des monnaies et du travail. C'est pourtant là l'un des fondements de ce système.

Partant, ce qui doit être mis en cause, c'est le système lui-même et non ses effets qui sont indubitables et prennent de façon cyclique, un tour plus ou moins aigu. - C'est justement à cette conclusion que les Occidentaux évitent soigneusement qu'on arrive.

Les autres pays pauvres devraient donc demeurer fermement solidaires avec ceux d'entre eux qui sont producteurs du pétrole - qu'on appelle Arabes tout simplement par esprit de division et de xénophobie - et cela à notre avis pour plusieurs raisons dont nous pouvons citer les suivantes:

1. L'une des négociations en cours depuis des décennies entre pauvres et riches, c'est la revalorisation des prix des matières premières que fournissent les pauvres à l'Occident à des prix scandaleux. Ainsi jusqu'en 1973, le pétrole se trouvait dans la même situation que les autres matières premières. C'est une chance inouïe pour les pays producteurs de pétrole d'avoir réussi à s'entendre pour revaloriser son prix. Si la même chance s'offrait à n'importe quel autre groupe de pays producteurs d'une autre matière première (coton, cacao, café, uranium ...), ceux-ci n'hésiteraient pas à en profiter. D'autre part, la revalorisation de 1973 aurait été bien vite annihilée par l'inflation et la détérioration des termes de l'échange si le prix du pétrole n'était périodiquement révisé! Ce qu'on peut regretter, c'est tout simplement que tous les pays pauvres ne soient pas producteurs de pétrole.



2. Des réserves importantes de pétrole existent dans les pays riches. Leur exploitation permettrait de stabiliser les prix sur les marchés. Or au lieu d'une action aussi raisonnable, les riches préfèrent user de tous les stratagèmes pour amener les pauvres à épuiser leurs réserves. S'imaginer-t-on à quel prix les riches vendront aux pauvres leur pétrole quand ils deviendront les principaux maîtres du marché de ce produit? Ceci ne met-il pas plus en lumière l'escroquerie occidentale dans ses rapports avec les pays pauvres puisqu'ils vont jusqu'au chantage militaire pour amener les pauvres à leur livrer le pétrole (et demain d'autres matières premières) à des prix que eux, les riches, trouveraient convenables?

3. Quel est le comportement des pays riches producteurs du pétrole? L'Occident prend soin de ne faire aucun bruit sur une telle question - Pourtant on sait que l'Angleterre par exemple, l'un des grands producteurs occidentaux du pétrole, vend ce produit au même prix que l'OPEP. L'Angleterre ne peut évidemment redouter aucune menace, puisqu'elle n'est pas dans le camp des damnés.

4. Les pays producteurs de pétrole sont responsables de l'augmentation de son prix, certes, mais dans quelle proportion? On sait que les compagnies pétrolières qui sont occidentales, ont réalisé au bénéfice de ce qu'on appelle crise de l'énergie des profits énormes. Et les impôts prélevés par les pays consommateurs sur le produit des ventes du pétrole ont contribué dans une mesure non négligeable à l'accroissement du prix au consommateur!

Telles sont à notre humble avis, les quelques idées pouvant susciter sur cette question redevenue d'actualité en raison de la dernière révision des prix du pétrole, un débat dont l'objectif devrait être d'informer aussi objectivement que possible, l'opinion africaine sur cette importante question.

Nous espérons que cet objectif sera atteint.

L. Bete, Ouagadougou, Haute-Volta
Service d'appui à l'intercommunication
14, rue Saint-Benoit 75006 Paris